



CFE-CGC/UNSA France Télécom - Orange

Adresse postale : 12 rue Saint Amand
75015 Paris

Tél : 01 40 45 53 23 - Fax : 01 40 45 51 57

E-mail : secretariat@cfecgc-ft-orange.org

Communiqué du 17 juillet 2011

Acquisition de Congo - China Télécom par France Télécom : un investissement cher et risqué

Le 2 juin, l'ambassadeur de France en République Démocratique du Congo confiait lors de son dernier point presse : « *Il est vrai que les entreprises françaises sont encore hésitantes. Le climat des affaires est un vrai sujet, pas encore satisfaisant. Plusieurs autres projets d'entreprises françaises, à l'instar de France Telecom, ont été présentés lors de la visite du président Sarkozy et le gouvernement congolais s'était engagé à créer les conditions favorables pour leur implantation* »¹

La CFE-CGC/UNSA et l'ADEAS (Association pour la Défense de l'Épargne et de l'Actionnariat) s'inquiètent des conditions du rachat des 100% de Congo-China Télécom (CCT) détenu par ZTE (51%) et l'État de la République Démocratique du Congo (49%).

Le marché est déjà largement préempté par des acteurs de taille importante et mieux installé, et les conditions vont non seulement peser sur les finances du groupe mais aussi le contraindre à augmenter ses achats à un équipementier chinois.

Or le résultat net hors les jeux d'écritures comptables sur les filiales anglaise et égyptienne est une nouvelle fois inférieur aux dividendes qui vont être versés (3,7 milliards). Dès lors l'investissement va être financé grâce à la baisse des investissements notamment en France. Le rapport de Sénat remis mardi 12 juillet pointait pourtant le retard de la France en ce qui concerne le déploiement de la fibre en raison de l'absence d'investissement des opérateurs économiques désormais tous soumis à la course effrénée de la rentabilité²

Des conditions financières et sans doute industrielles élevées...

CCT est un opérateur de second rang en République Démocratique du Congo dont le parc d'abonnés est de moins de 2 millions d'abonnés (avec une part de marché de 17/18% seulement).

Même si la République Démocratique du Congo est un des marchés potentiellement les plus importants d'Afrique, sa stabilité politique est précaire. Les derniers événements en Côte d'Ivoire, en Tunisie ou en Égypte ne semblent pas avoir servi de leçon.

Au-delà des 300 millions annoncés et du passif à reprendre, il est assuré que l'actionnaire principal (51%) qu'est ZTE, négociera avec France Télécom des contreparties pour renforcer sa position de fournisseur d'équipements télécom en contre partie de son désengagement de la CCT.

ZTE est déjà un fournisseur important du groupe France Télécom. La CFE-CGC/UNSA rappelle son attachement au maintien d'une filière télécoms en France et en Europe source d'emplois et de croissance.

¹ http://www.7sur7.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=20932%3Ainvestissements-en-rdc-les-entreprises-francaises-hesitent--voici-les-raisons-&catid=24%3Ale-phare&lang=fr

² <http://www.lefigaro.fr/hightech/2011/07/11/01007-20110711ARTFIG00523-la-france-prend-du-retard-dans-le-tres-haut-debit.php>

La République Démocratique du Congo : un marché très concurrentiel...

Le marché en République démocratique du Congo (ex-Zaire) est particulièrement concurrentiel.

Trois acteurs majeurs des télécoms y sont déjà présents :

- Vodafone, au travers de sa filiale Vodacom RDC avec 4 millions de clients³,
- Airtel (du groupe Bharti) avec 5,4 millions de clients⁴,
- Milicom sous la marque Tigo avec 2,1 millions de clients⁵

Ainsi qu'un cinquième opérateur Supercell...

Les opérateurs de télécom présents se plaignent d'une fiscalité lourde de par les diverses taxes auxquels ils sont assujettis. Des études estiment qu'ils contribuent à hauteur entre 15 et 30% du budget de l'Etat

Des synergies à complexes à mettre en œuvre...

La Direction de France Télécom compte s'appuyer sur les pays frontaliers dans lesquels le groupe est déjà présent : la République de Centrafrique à l'ouest et l'Ouganda à l'est. En effet, les infrastructures sont plus aisées à déployer et les raccordements aux infrastructures internationales de France Télécom dégagent immédiatement des économies. C'est cette stratégie qui avait été mise en avant pour justifier la prise de participation dans Korek en Irak en raison des facilités de déploiement résultants de la forte implantation en Jordanie

France Télécom connaît bien l'État Congo puisqu'il a signé avec lui un partenariat pour le déploiement du câble sous-marin ACE qui dessert une vingtaine de pays d'Afrique.⁶

France Télécom est au travers de ses filiales France Télécom Marine, l'un des leaders mondiaux dans la pose de câble sous-marin et Equant spécialisés dans la transmission de données au niveau international, un acteur incontournable des communications mondiales. Ainsi, avec l'acquisition de CCT, France Télécom pourra relier l'océan atlantique à l'océan indien par la terre : Cameroun/Centrafrique/République démocratique du Congo/Ouganda/Keyna

Orange Business Services pourra aussi renforcer ses services aux quelques grands groupes français présents : Bouygues, Total, Vinci, Sanofi, Schneider... mais aussi aux groupes internationaux pour lesquels elle assure une couverture mondiale.

La CFE-CGC/UNSA et l'ADEAS militent pour que le développement à l'international ne se fasse pas au détriment des investissements dans la fibre. Pour se faire, il est nécessaire de diminuer le niveau des versements en dividendes.

Nous attendons de la nouvelle Direction qu'elle le mette en œuvre, et que l'État le lui permette. De fait, à l'heure où la Direction de France Télécom se dote d'un nouveau contrat social, le projet industriel, pourtant essentiel n'est pas toujours là.

Contacts :

- Sébastien CROZIER, élu de la CFE-CGC/UNSA au Comité Central d'Entreprise de France Télécom (06 86 27 32 72) - sebastien.crozier@cfecgc-uns-ft-orange.org

- Pierre MORVILLE, Délégué Syndical Central CFE-CGC/UNSA de France Télécom-Orange (06 62 22 78 35) - pierre.morville@cfecgc-uns-ft-orange.org

Vous pouvez retrouver nos communiqués sur le site web de la CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange :
<http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/communiqués-de-presse/>

³ <http://fr.allafrica.com/stories/201106141095.html>

⁴ <http://www.mediacongo.net/extra/echoshow.asp?echo=244>

⁵ http://files.shareholder.com/downloads/MICC/1326821725x0x460130/9A3DBABC-C94F-4CE7-99A6-7801E87190EC/MICC_Q1-11_Press_Release-Final.pdf

⁶ <http://www.starafrica.com/en/news/detail-news/view/france-telecom-orange-signe-laccord-de-56461.html>

A propos de l'ADEAS

L'ADEAS (Association pour la Défense de l'Épargne et de l'Actionariat des Salariés de France Télécom-Orange) est une association loi 1901 créée pour représenter et défendre les intérêts de tous les personnels actionnaires du groupe France Télécom (salariés, fonctionnaires et retraités).

Les personnels détiennent en effet plus de 4% des actions de l'entreprise, constituant le second actionnaire derrière l'État, qui en détient 27%. Ils doivent faire valoir leurs droits à une juste part de la valeur qu'ils ont contribué à créer.

L'ADEAS est un organisme d'échanges d'idées entre personnels, retraités, actionnaires et représentants de la direction. Elle est force de propositions notamment pour ce qui relève du développement de l'actionariat et de l'épargne salariés, de la sauvegarde de l'entreprise et de ses emplois, et de la juste répartition des bénéfices entre travail et capital. Elle œuvre pour favoriser l'accès à l'actionariat salarié, et permettre à ces actionnaires « pas comme les autres » de contribuer au développement de l'entreprise comme à ses choix stratégiques.

Vous pouvez retrouver ses analyses et ses communiqués sur le blog : <http://www.adeas-ftgroup.org/>